



Conseil de sécurité Débat public

Femmes, paix et sécurité (WPS)

New York, 06 octobre 2025
Déclaration prononcée par la Suisse

Monsieur le Président,

Nous vous remercions d'avoir convoqué cette réunion à l'occasion des 25 ans de la résolution 1325. Cette résolution historique a marqué un tournant et reste le fruit de l'engagement constant de la société civile, en particulier des organisations de femmes, à l'avant-garde de la consolidation de la paix et de la défense des droits humains.

Vingt-cinq ans après son adoption, des progrès réels ont été accomplis. Mais la mise en œuvre intégrale de l'agenda Femmes, paix et sécurité exige encore notre engagement collectif et déterminé. Le dernier rapport du Secrétaire général est clair : nous assistons depuis 2020 à une stagnation, voire à un recul, sous l'effet de la polarisation. Dans plusieurs contextes, de l'Afghanistan au Soudan, d'Haïti à la Palestine, les femmes sont victimes d'innombrables violations – une réalité inacceptable. Je souhaiterais aborder trois points :

Premièrement, la participation des femmes aux processus de paix demeure insuffisante. Trop souvent, elles restent exclues des négociations et prises de décision, alors que leur présence améliore durablement la viabilité des accords. Seule la moitié des plans d'action nationaux contient des engagements concrets en ce sens. Les études le prouvent : lorsqu'elles participent pleinement, les femmes rendent les processus de paix plus inclusifs, plus équitables et plus durables. C'est l'esprit du *Common Pledge* sur la médiation, que la Suisse soutient et auquel elle appelle les États à se joindre. Les femmes ne doivent pas être présentes pour la forme, mais comme actrices et décideuses. Ce n'est pas l'expertise des femmes qui manque – comme la Suisse l'a montré en invitant 20 représentantes de la société civile lors de ses présidences du Conseil – mais la volonté politique et les ressources.

Deuxièmement, dans les conflits, les droits des femmes sont trop souvent bafoués. Les protéger est non seulement une obligation découlant du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, mais aussi une condition indispensable à leur participation, en politique comme dans l'économie ou la société civile, en temps de guerre comme de paix. Nous apprenons dans le rapport du Secrétaire général que seuls 0,4 % de l'aide au développement dans les contextes fragiles parvient aux organisations de femmes, alors même qu'elles constituent un levier essentiel de résilience et de paix. Sans un financement fiable et durable, ces actrices clés risquent de disparaître. Il est urgent de financer les plans d'action nationaux sérieusement, et de renforcer la reddition de comptes des auteurs de violences sexuelles et sexistes, au niveau national comme international.

Troisièmement, les violences faites aux femmes et aux filles prennent une ampleur inquiétante dans l'espace numérique, où elles sont exposées à des campagnes coordonnées de harcèlement et de désinformation, amplifiées par les nouvelles technologies et l'intelligence artificielle. Mais ces technologies offrent aussi des outils puissants pour renforcer l'agenda Femmes, Paix et Sécurité, notamment par une meilleure collecte et diffusion en temps réel de données ventilées par sexe. Malgré l'important travail de collecte de données des ONG, des lacunes majeures persistent, notamment sur la violence sexuelle et sexiste et les déplacements forcés. Les combler est indispensable pour orienter des politiques efficaces et respectueuses des droits humains.

Monsieur le Président,

Le cadre normatif existe, mais il n'a d'impact que s'il est mis en œuvre. Nous devons passer de la parole aux actes. La Suisse continuera de s'engager pour que les femmes participent pleinement aux processus de paix et appelle tous les États membres à agir avec la même détermination, en soutenant les organisations de femmes et la société civile, conformément à la résolution 1325.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Mr. President,

We thank you for convening this meeting on the 25th anniversary of Resolution 1325. This historic resolution marked a turning point and remains the result of the ongoing commitment of civil society, particularly women's organisations, at the forefront of peacebuilding and the defense of human rights.

Twenty-five years after its adoption, real progress has been made. But the full implementation of the Women, Peace and Security agenda still requires our collective and determined commitment. The Secretary General's latest report is clear: we have witnessed stagnation and even regression since 2020 as a result of polarisation. In several contexts, from Afghanistan to Sudan, from Haiti to Palestine, women are victims of countless violations – an unacceptable reality. I would like to address three points:

Firstly, women's participation in peace processes remains insufficient. Too often, they are excluded from negotiations and decision-making, even though their presence strengthens the long-term viability of agreements. Only half of national action plans contain concrete commitments in this regard. Studies confirm that when women participate fully, they make peace processes more inclusive, equitable and sustainable. This is the spirit of the *Common Pledge on Mediation*, which Switzerland supports and calls on States to join. Women should not be present merely for appearance's sake, but as genuine actors and decision-makers. It is not women's expertise that is lacking – as Switzerland has shown by inviting 20 representatives of civil society during its presidencies of the Council – but political will and resources.

Secondly, in conflicts, women's rights are too often violated. Protecting them is not only an obligation under international humanitarian law and international human rights law, but also an essential condition for their participation in politics, the economy and civil society, in times of war and peace. We learn from the Secretary-General's report that only 0.4% of development aid in fragile contexts reaches women's organisations, even though they are an essential lever for resilience and peace. Without reliable and sustainable funding, these key actors risk disappearing. There is an urgent need to seriously fund national action plans and to strengthen the accountability of perpetrators of sexual and gender-based violence, both nationally and internationally.

Thirdly, violence against women and girls is growing alarmingly in the digital space, where they are exposed to coordinated campaigns of harassment and disinformation, amplified by new technologies and artificial intelligence. But these technologies also offer powerful tools for strengthening the Women, Peace and Security agenda, in particular through better collection and dissemination of gender-disaggregated data in real time. Despite the important work of NGOs in collecting data, major gaps remain, particularly on sexual and gender-based violence and forced displacement. Filling these gaps is essential to guide policies that are both effective and respectful of human rights.

Mr President,

The normative framework exists, but it only has an impact if it is implemented. We must move from words to action. Switzerland will continue to work to ensure that women participate fully in peace processes and calls on all Member States to act with the same determination, supporting women's organisations and civil society, in accordance with Resolution 1325.

I thank you.